

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Telephone: +251 11 551 7700 Website: www.au.int

**ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION
AFRICAINNE, S.E. M. MOUSSA FAKI MAHAMAT**

ADDIS ABÉBA, LE 09 FÉVRIER 2020

**TRENTE TROISIÈME CONFÉRENCE ORDINAIRE DES CHEFS D'ÉTAT
ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION AFRICAINE**

Excellence Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat, Chefs de Gouvernement et Chefs de délégations,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Distingués Invités de l'Union Africaine,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un réel plaisir que je vous souhaite la bienvenue dans ce creuset de l'unité africaine où nous bâtissons collectivement, année après année, l'avenir de l'Afrique. Je voudrais en même temps saisir l'occasion pour vous adresser mes souhaits sincères d'une heureuse année, pour vos Etats, pour nos peuples et pour notre Continent.

اسمحو لي قبل اي حديث ان اعرب عن عظيم التقدير لفخامة السيد
عبد الفتاح السيسي رئيس جمهورية مصر العربية للعمل الجبار الذي قام به طيلة
تولييه رئاسة اتحادنا السنة
المنصرة. و انها لسانحة متميزة لاثمن عاليا طيب العمل مع فخامته و حسن
تعامله
معنا خدمة لقضايا القارة ولدفع مختلف مشاريعنا ذات الصبغة الاستراتيجية
انني لامل ان نظل نستفيد من تجربته و حكمته في المستقبل

I wish to congratulate His Excellency President **Cyril Ramaphosa** on being elected as Chairman of the Union for the current year 2020 and assure you of my full support. As we are in the Mandela Hall, the spirit of Madiba is watching over us. I imagine him telling you, Cyril, you

are loyal to our struggle for Africa. You know that Africa needs leadership. I look forward to you, doing your best.

Je saisis également cette occasion pour exprimer mes chaleureuses félicitations au Premier ministre de l’Ethiopie, Son Excellence Dr. Abiy Ahmed, pour sa distinction par le prestigieux Prix Nobel de la Paix, édition 2019.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,**

L’année qui vient de s’achever n’a pas été une année de pleine paix et d’harmonie dans le monde. Celle qui s’ouvre n’annonce pas non plus que nous sommes au bout de nos peines. Elle nous appelle à la nécessité d’une constante mobilisation de toutes les énergies pour relever des défis ardu.

Aux portes orientales de l’Afrique, la tension autour de la Mer rouge et surtout des détroits de passage de presque un tiers du commerce mondial, ne saurait nous laisser indifférents, eu égard à la gravité de ces tensions et de leur proximité avec l’Afrique.

Ces vives tensions internationales nous rappellent la précarité du monde dans lequel nous vivons et l’inanité des engagements auxquels nous avons tous souscrits, pour préserver l’humanité des horreurs de la guerre.

Le cas de la Palestine est celui qui illustre le mieux la fragilité des engagements internationaux. Le plan américano-israélien qualifié de «deal du siècle» conçu et élaboré en dehors de toute concertation

internationale et pire encore, en l'absence des principaux concernés, les Palestiniens, est une énième violation des multiples résolutions des Nations Unies et de l'Union africaine et, un mépris supplémentaire des droits légitimes du peuple palestinien.

Il faut craindre que ce plan censé résoudre le conflit israélo-palestinien, ne contribue au contraire, à aggraver la tension dans la région et au-delà.

En Afrique, la persistance des foyers du terrorisme dans de nombreuses régions et leur inquiétant développement a rappelé, à la conscience africaine et internationale, que ce cancer est loin d'avoir été éradiqué. L'hydre est toujours là, en éveil actif, menaçant d'effondrement certains Etats. Il a pris pied dans les profondeurs du Continent, bien au-delà de ses foyers traditionnels, comme l'atteste les crimes odieux commis par des groupes terroristes sur les populations civiles au Mozambique, en Tanzanie et à l'Est de la RDC, où les principales victimes de la barbarie sont les femmes et les enfants.

La Corne de l'Afrique, le Sahel et le bassin du lac Tchad sont aujourd'hui en guerre, une vraie guerre où des militaires et civils, meurent par dizaines, presque toutes les semaines. Des milliers d'enfants ont vu leurs écoles fermées, soit parce qu'elles sont détruites, soient parce que maîtres et écoliers se sont trouvés obligés de fuir.

Dans la riposte à cet ennemi particulièrement sanguinaire et aveugle, le déficit de solidarité africaine est déconcertant. Comment échapper

à l'insoutenable questionnement sur nos silences au sujet de la situation de ces pays frères ? Pour parler sans détours, en dehors des pays victimes eux-mêmes, du Rwanda et de l'annonce de la CEDEAO, aucun autre Etat africain, à notre connaissance, y compris ceux de notre Union qui disposent d'importants potentiels économique, financier, industriel, logistique et militaire, n'a fait le geste de solidarité que les frères, en péril, sont en droit d'attendre.

Ce déficit de solidarité agissante est l'une des grandes fragilités de nos systèmes de résistance et de nos capacités globales de résilience continentale.

Je souhaite vivement que cette solidarité africaine soit le fer de lance de la coalition internationale pour le Sahel qui nous unit avec nos amis et partenaires dans le monde.

Cette résilience a été mise à rude épreuve par les différentes calamités naturelles : inondations au Zimbabwe, au Malawi, au Mozambique, à Madagascar pour ne citer que ceux-là ; les invasions de criquets en Ethiopie et au Kenya et les menaces de famine dans certaines régions d'Afrique australe.

En ce moment, comment ne pas penser, avec compassion à nos amis de la République Populaire de Chine aux prises avec la redoutable pandémie du Coronavirus, auxquels nous adressons, à nouveau, nos sentiments de solidarité pleine et entière.

**Mesdames Messieurs,
Distingués Invités,**

Nos pays font des efforts significatifs en réponse aux attentes d'une jeunesse de plus en plus nombreuse et exigeante. Ces efforts méritent d'être maintenus et renforcés, afin d'éviter que cette jeunesse n'emprunte les chemins périlleux de l'émigration ou le refuge dans les doctrines extrémistes.

En complément des initiatives prises par chacun de nos Etats que je voudrais saluer ici, j'entends, accorder, en concertation avec le Conseil consultatif de la Jeunesse et mon Envoyée spéciale **Aya Chebbi**, une attention particulière à la question dans les programmes de l'Union, à travers «*l'initiative de 1 million d'ici 2021*». Cette initiative que j'ai lancée en Avril 2019 vise à offrir à un million de jeunes des opportunités dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de l'entrepreneuriat d'ici l'année 2021.

L'évolution de la femme sur le Continent, qu'il s'agisse de son statut, de son autonomisation, de la parité du genre ou de la violence qu'elle subit est une préoccupation essentielle de l'Union africaine.

L'année 2020 est une année charnière pour l'égalité des genres et la parité sur lesquelles travaille mon Envoyée spéciale **Mme Bineta Diop**. Nos Etats ont fourni ici beaucoup d'efforts : l'autonomisation, l'accès des femmes entrepreneurs aux marchés publics, dans la chaîne de valeur agricole, les lois promulguées et les solutions proposées pour éradiquer à jamais les violences contre les femmes. Pour réussir ce combat, je souhaite travailler avec les Etats membres pour déclarer la décennie 2020-2030 celle de l'inclusion financière de

la femme africaine. Les femmes demandent davantage. Je les soutiens dans cette ambition légitime!

Mesdames et Messieurs,

Un troisième fléau perturbe l'évolution harmonieuse de nombreux pays africains et remet en cause l'équilibre social ancestral, ce sont les conflits intercommunautaires. Ce regain de communautarisme a lui-même prospéré sur le terreau de la faiblesse de l'Etat et des facteurs amplificateurs divers.

La dégradation des conditions climatiques et la dislocation des systèmes économiques traditionnels accroissent les compétitions pour la protection et la conquête des espaces de survie, de plus en plus en deçà des besoins de millions d'êtres humains.

La conjugaison de ces facteurs objectifs avec les manipulations et les velléités de certaines élites d'enfourcher ces phénomènes à des fins politiciennes, tout comme le feraient selon une autre logique, les terroristes, crée les conditions de vrais désastres pour l'harmonie de nos populations. Cette problématique interpelle autant les dirigeants politiques du continent que ses universitaires, chercheurs et académiciens.

Aux défis globaux dont les précédents ne sont que des exemples illustratifs et non exhaustifs, je voudrais ajouter deux questions spécifiques qui élargissent nos responsabilités à de nouvelles ardues obligations. Il s'agit de la question du Sahara Occidental et celle du sort de la Libye.

Le conflit du Sahara occidental reste le plus ancien conflit non résolu sur le continent et demeure préoccupant tant pour le fonctionnement de notre Organisation que pour les populations. Je suis déterminé à poursuivre mes efforts pour une mise en œuvre efficace de la décision de Nouakchott consistant à charger la Troïka d'«apporter un soutien efficace aux efforts conduits par les Nations unies», auxquelles les parties ont volontairement confié la recherche d'une solution durable et juste du différend.

Sur la Libye, l'Afrique a constamment rappelé de la voix la plus audible son rejet de la solution militaire de cette crise, sa préférence pour un processus politique authentiquement inclusif, articulé sur une véritable appropriation par les libyens de leur destin national dans le cadre de leur organisation continentale.

Je salue et soutiens la décision du Comité de Haut Niveau pour le lancement rapide d'une initiative de paix et de réconciliation en Libye en harmonie avec les décisions de la Conférence de Berlin et conformément au principe de la solution des problèmes africains par les africains, loin des ingérences extérieures, aux agendas rivaux et périlleux pour l'Afrique.

En affirmant ces principes, nous n'avons jamais cessé de souligner que la plénitude du rôle de l'Afrique dans la recherche de solution à cette crise, n'est pas exclusive d'une coopération active et efficace avec tous nos partenaires internationaux, notamment les Nations unies.

A l'évidence, une telle orientation ne saurait se concrétiser que si le continent est uni et parle d'une seule voix.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Si l'année qui s'achève a été celle des défis dont je viens de décrire prosaïquement certains, elle a été aussi, en dépit des difficultés, celle de grandes réalisations

Dans le domaine de la paix et de la sécurité, nous avons poursuivi nos efforts, en concertation avec l'IGAD pour la consolidation de la paix et la réconciliation au Soudan du Sud, où les parties ont été vigoureusement encouragées à accélérer le processus de pacification et de réconciliation au pays. La formation d'un Gouvernement d'union nationale dans les délais impartis aux protagonistes est une exigence et une nécessité pour l'instauration de la paix.

En Somalie, l'AMISOM, continue de se déployer dans un contexte particulièrement difficile pour combattre le terrorisme et soutenir les efforts de stabilisation et de reconstruction entrepris par le gouvernement. Je voudrais ici rendre un vibrant hommage aux membres civils et militaires de notre dispositif en place et aux pays contributeurs de troupes pour les sacrifices consentis et les résultats obtenus.

En République Centrafricaine, nos efforts conjugués à ceux du Gouvernement centrafricain, de la CEEAC et des Nations Unies se sont intensifiés pour veiller à une application rigoureuse des accords de

paix et de réconciliation. Je me réjouis de constater que les progrès sont ici significatifs, en dépit des accès de violence enregistrés ces derniers temps.

Au Cameroun, en dépit de la tenue du dialogue politique national, la situation mérite une attention soutenue. La Commission reste disposée à l'accompagner dans le processus de consolidation de la paix et de la réconciliation.

Au Soudan, la médiation africaine a réalisé un succès retentissant avec l'accord ayant abouti à la mise en place des institutions de la transition, notamment le Conseil souverain et le gouvernement civil, appelés à travailler en bonne intelligence. Cette expérience montre que si les Africains, en toute indépendance, s'attèlent à la solution de leurs problèmes, en bonne harmonie avec leurs partenaires internationaux, l'Afrique fait la différence.

Les nouvelles autorités du Soudan se sont engagées dans un courageux processus de négociation avec les groupes armés – Nous les soutenons sans réserve dans cette démarche et appelons la communauté internationale à redoubler d'efforts en soutien à la transition démocratique et consensuelle au Soudan. Dans cet esprit, nous invitons les Etats unis d'Amérique, à se joindre à cet effort en sortant le Soudan de la liste des Etats parrains du terrorisme.

Mesdames et Messieurs

Sur le chantier de la réforme, l'année 2019 a été une année de progrès significatifs. Ces progrès ont touché la restructuration et l'obligation

redditionnelle de la Commission, la gouvernance et la cohérence entre les différents organes, la division du travail entre l'Union et les Communautés Economiques Régionales, la question des partenariats ainsi que la mise en œuvre du nouveau système de financement de l'Union.

Cette recherche de l'indépendance budgétaire va de pair avec une gestion administrative et financière plus rigoureuse, laquelle s'est traduite par l'application de sanctions infligées aux responsables d'abus et d'irrégularités et par une réduction drastique du volume du budget pour 2020.

Le troisième chantier où les progrès ont été dignes de mention est l'Accord sur la Zone de Libre Echange Continentale Africaine. C'est un accord historique en ce sens qu'il consacre l'un des grands rêves des pères fondateurs de notre organisation et se situe au cœur des aspirations à l'intégration économique du continent.

Le succès de ce projet-phare reste tributaire du développement des piliers de sa promotion dont le plus déterminant sont les infrastructures. Malgré les efforts fournis, un gap important reste à combler. À cela s'ajoute la libre circulation des personnes et des biens, dont le protocole n'a été signé que par 33 Etats et ratifié seulement par 4 Etats. J'exhorte les Etats qui ne l'ont pas encore fait de le faire en toute diligence.

La vraie mission du Secrétaire général de la ZLECAf que nous devons nommer sans délais et installer dans ses fonctions sera précisément d'opérationnaliser cette grande réalisation. Je voudrais à ce niveau

exprimer en votre nom notre infinie gratitude au Président du Ghana, **Son Excellence Nana Akufo-Adoh** qui a gracieusement offert le siège devant abriter le Secrétariat général.

L'intégration africaine que nous voulons passe aussi par la facilité des échanges, notamment aériens. C'est pour cette raison que nous avons instauré un Marché Unique du Transport Aérien. 30 Etats se sont solennellement engagés pour sa mise en place, tandis que 18 ont décidé de le mettre en œuvre.

Sur le plan politique, 2019 a été témoin de profondes transformations en matière institutionnelle. En 2019 et 2020, 40 élections pluralistes auront été organisées ou s'organiseront dans 31 pays du Continent.

L'organisation des élections apaisées est un levier décisif dans nos stratégies pour une évolution sereine du Continent, d'où l'extrême importance de les conduire dans les délais et le respect des constitutions, loin de toute volonté de manipulation et de détournement de la volonté populaire. Il est grand temps qu'ici encore l'Afrique atteste d'une authentique modernité institutionnelle.

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernements,

2020 a été proclamée l'année de «**Faire taire les armes sur le Continent**». Comment réussir cette prouesse dans un continent aux prises avec des phénomènes prégnants tels que le terrorisme, les conflits intercommunautaires, les crises pré et post électorales ou encore les différends entre Etats ? En agissant de manière concrète

sur tous ces sujets et leurs causes profondes, en se donnant les moyens politiques, militaires et diplomatiques, le pari de faire taire les armes pourrait être gagné.

L'année 2020 est également la dernière du mandat de l'actuelle commission. Nous prenons l'engagement solennel de redoubler d'efforts pour que la prochaine Commission mieux centrée, trouve une situation plus assainie et plus propice à de nouveaux exploits sur la voie tracée par l'agenda 2063, pour une Afrique pacifique, unie et prospère.

Je vous remercie de votre aimable attention.